

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE
DIRECTION DES POLITIQUES ECONOMIQUE ET INTERNATIONALE
SERVICE DES PRODUITS ET DES MARCHES

**SOUS-DIRECTION DE L'ELEVAGE ET DES
PRODUITS ANIMAUX**
BUREAU DES INDUSTRIES DES VIANDES

NOTE DE SERVICE

DPEI/SDEPA/N99-4006
du 19 OCTOBRE 1999

Adresse : 251, rue de Vaugirard
75732 - PARIS Cédex 15

Classement :

Téléphone : 01.49.55.58.76

Fax : 01.49.55.49.25

NOTE DE SERVICE

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

à

Mesdames et Messieurs les PRÉFETS de DÉPARTEMENT
02-03-15-22-35-39-42-47-56-85

OBJET : *Organisation du service public de l'équarrissage*
Marchés d'incinération pour l'année 1999

Références : Note de service DGAL/SDPA/98-8158 du 29 septembre 1998

PLAN DE DIFFUSION

Pour exécution

- Mmes & MM. les Préfets
- Mmes & MM. les D.D.A.F.
- Mmes & MM. les D.S.V.
des départements :
02-03-15-22-35-39-42-47-56-85

Pour information

- MM. les Préfets de Région
- MM. les D.R.A.F.
- MM. les I.G.I.R.
- Mmes & MM. les C.G.I.R.

Marchés d'incinération :

En 1998, faute d'avoir pu trouver une solution locale, les marchés ont été passés au niveau national. L'exécution de ces marchés a connu un retard pour des raisons techniques et logistiques. Ces retards ont occasionné la constitution de stocks dont le volume total était évalué à 100 362 t au 1er janvier 1999.

La note de service DGAL/SDPA/98-8158 du 29 septembre 1998 a proposé, pour l'année 1999, de lancer des appels d'offres départementaux pour les départements concernés par des sites de production et de stockage de farines (AISNE, ALLIER, CANTAL, COTES D'ARMOR, ILLE ET VILAINE, JURA, LOIRE, LOT et GARONNE, MORBIHAN, VENDEE).

Ainsi, pour 1999, des marchés publics d'incinération ont été passés dans 9 départements, ils concernent l'incinération d'un tonnage total de 192 700 t : 144 100 t provenant des sites de fabrication de farines du service public et 48 600 t issus des sites de stockage.

La résorption des stocks de farines est largement engagée au cours de l'année 1999. Pour les stocks les plus importants (Plouisy et Caudan) des tranches conditionnelles des marchés d'incinération sont prévues pour l'année 2000.

Les appels d'offre avaient été infructueux pour certains stocks concernant au total environ 19 000 t de farines dans le Morbihan (site de Cleguer) et dans l'Essonne (site de Milly la Forêt).

Exécution des marchés signés :

Au 1er août 1999, les marchés signés connaissent des degrés de réalisation variables selon les départements et les incinérateurs ; il apparaît que des retards ont d'ores et déjà été pris dans l'évacuation des farines issues des sites de stockage¹.

Il vous appartient d'être vigilants quant à ces retards et de vous assurer que les stocks seront bien incinérés en 1999, à hauteur des engagements pris dans les marchés.

Possibilité d'une mise en demeure des titulaires des marchés d'incinération :

Si les titulaires des marchés d'élimination des stocks de farines animales semblent prendre du retard dans la réalisation de leur prestation, afin d'éviter une situation d'urgence en fin d'année, il convient d'anticiper en interrogeant les titulaires concernés sur les mesures qu'ils comptent mettre en œuvre pour tenir leurs engagements et leur calendrier prévisionnel de réalisation.

¹ Indépendamment du cas particulier des stocks bretons pour lesquels des mesures d'urgence ont dû être prises.

Cette demande doit s'effectuer sous forme de mise en demeure (courrier recommandé avec accusé de réception). Il est primordial de fixer un délai pour la réponse. En effet, une absence de réponse du titulaire dans les délais impartis permettra de le considérer comme ne pouvant pas exécuter ses engagements et, à partir de là, d'enclencher une procédure de résiliation du marché aux torts du titulaire (article 28.I.e. du CCAG FCS) ainsi que l'exécution du service à ses frais et risques (article 32 du CCAG FCS).

Dans cette mise en demeure, il conviendra de rappeler que le marché prévoit :

1. l'élimination de l'ensemble des farines au plus tard le 31 décembre 1999 ;
2. une pénalité journalière en cas de retard.

Il conviendra également d'attirer l'attention du titulaire sur le fait qu'une mauvaise exécution du marché actuel autoriserait l'administration à l'écarter de prochaines consultations.

L'intérêt de l'administration étant que le marché en cours s'exécute au mieux, il est important de rappeler au titulaire que le code des marchés publics l'autorise à sous-traiter une partie du marché après acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement de ce dernier par l'administration.

Conclusion :

Le stockage des farines issues du service public de l'équarrissage sur de longues périodes génère des coûts importants.

les problèmes constatés depuis juillet 1999 sur les sites de stockage les plus importants Plouisy (22) et Cleguer (56) témoignent des risques sanitaires et environnementaux posés par cette pratique.

Il est donc particulièrement important pour une gestion sereine du service public de l'équarrissage de veiller à l'exécution des marchés d'incinération signés pour l'année 1999.

Le Sous Directeur de l'élevage et
des produits animaux
Christian BERGER